

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE D'INFORMATION DU DAHOME

29^e année -- Numéro 398

Avril-Mai 1975 -- 30 Francs C

La bannière étoilée n'a plus le feu sacré...

La «paix américaine» a subi ces dernières semaines, une suite de revers dont elle ne se relèvera pas de si tôt. Oui, décidément, la Bannière Étoilée n'a plus le feu sacré, la Baraka...

De partout, l'œuvre savamment édifiée par les États-Unis craque, s'effondre et, tel un apprenti sorcier dépassé par les événements, les U.S.A. assistent, impuissants, désarmés au déclin de la paix telle qu'ils ont voulu l'imposer dans le monde.

Que ce soit en Europe avec le Portugal, au Proche-Orient, ou surtout dans le Sud-Est asiatique, la crédibilité de la politique américaine est remise en cause, les piliers de cette politique sont menacés, d'autres disparaissent, assassinés...

... Au Moyen-Orient

Oui, décidément, l'Oncle Sam a beaucoup de soucis. Au Moyen-Orient, avec la mort du roi Fayçal, assassiné le 25 mars 1975 par le jeune prince Fayçal Ben Messaoud, les U.S.A. ont perdu un allié sûr, un des plus beaux faucons de l'influence américaine dans cette région troublée.

Monarque austère, rigoureux quant à l'observation des prescriptions religieuses, conservateur intransigent en politique, le roi Fayçal a su cependant moderniser son pays grâce aux fabuleux revenus du pétrole. Même si nous ne partageons pas ses options politiques, son fanatisme parfois sur le problème israélien, et surtout ses liens trop étroits avec les U.S.A., il faut le reconnaître, Fayçal fut un grand chef d'Etat clairvoyant, définissant avec précision les grands axes de la politique qu'il entendait suivre.

Domage qu'il ait préféré placer une bonne partie des énormes revenus pétroliers dans des banques américaines et parait-il dans des opérations spéculatives, au lieu de les investir plus judicieusement dans les pays en voie de développement,

où il aurait pu contribuer au renforcement de l'indépendance économique des jeunes Etats.

Sa mort marque la fin d'une époque, celle du soutien inconditionnel à la politique américaine. Nous assisterons probablement, dans les prochains mois, à une redistribution des cartes politiques dans la région, à une modification de l'équilibre des forces. Sa disparition renforce incontestablement la puissance et l'influence politique des Etats arabes progressistes dans leurs rivalités avec les régimes conservateurs voire parfois franchement réactionnaires.

Le Roi est mort. Vive le Roi... Le prince Khaled, fidèle second du temps de Fayçal, succède à ce dernier, tandis que Fahd devient prince héritier, donc second personnage du royaume. Mais, compte tenu du peu de goût du premier pour la politique, c'est le second qui assurera la réalité du pouvoir.

Souhaitons à l'Arabie Saoudite que l'ère du roi Khaled soit celle d'une prospérité au service du peuple saoudien, celle d'une réelle et audacieuse politique d'indépendance nationale, celle enfin d'une contribution positive et efficace au règlement du conflit israélo-arabe. Toute paix dans le Proche-Orient, tout règlement équitable du conflit passe nécessairement à mon avis par ces trois points...

-- la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza avec une indemnité substantielle accordée par Israël à titre de réparation et une aide internationale réelle pour asseoir le nouvel Etat sur des bases solides.

-- la reconnaissance de jure de l'Etat d'Israël dans ses frontières d'avant 1967 par tous les pays arabes donc restitution des territoires occupés depuis la guerre de 1967. Le plateau du Golan, vital paraît-il pour la sécurité de l'Etat hébreu, fera l'objet de discussions au cours des négociations.

-- l'internationalisation de la ville de Jérusalem avec liberté totale de culte pour toutes les confessions.

Pour parvenir à ce résultat, deux procédures sont possibles :

-- la conférence de Genève où, sous l'œil vigilant des Soviétiques et des Américains, Arabes et Israéliens négocieront la paix.

-- la procédure de rapprochement progressif entre Egyptiens et Israéliens grâce à des concessions réciproques et réelles sous la houlette de la diplomatie américaine ; c'est la diplomatie dite des «petits pas». Kissinger a choisi cette deuxième solution qui présentait le double avantage aux yeux des Américains, d'écouter les Soviétiques de la négociation, de renforcer l'influence américaine dans la région et surtout, de redorer le blason passablement terni du Département d'Etat et de la Maison Blanche depuis le Watergate.

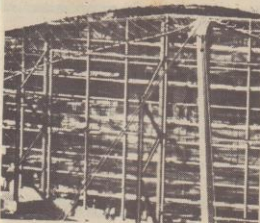
Mais cette fois, Kissinger a échoué... le docteur miracle n'a pas convaincu les belligérants. Israël se disait prêt à se retirer des cols stratégiques et des puits

(Lire la suite à la page 8)



Monsieur Kissinger

ENSEMBLE BATISSONS LE DAHOMEY



La charpente est là, solide plus que jamais, rebelle aux intempéries. Quelle main oserait faire défaut pour achever cette œuvre admirable ?

Aucune. Car l'aspiration profonde de tous les Dahoméens c'est d'être affranchis de la misère, trouver plus sûrement leur subsistance, la santé, un emploi stable ; participer davantage aux responsabilités, hors de toute oppression, à l'abri de situations qui offensent leur dignité d'hommes ; être plus instruits ; en un mot, faire connaître, et avoir plus, pour être plus.

Pour vos imprimés :
cartes de visite, faire-part etc...
Imprimerie Notre-Dame



VÉRITÉS INUTILES

La parole est d'argent, le silence, d'or, mais pas tous les instants et moments qu'il nous est donné de vivre sur cette terre.

Comme le camarade ministre des Affaires Étrangères m'est avis qu'hypocrisie ne vaut et qu'il faut bien se résoudre à dénoncer sur les murs de nos salons ces chimpanzés vitrés qui ne veulent rien savoir, rien entendre, rien voir, rien dire, quand la dignité de l'homme est menacée.

Pour vivre heureux, vivons cachés, nous dit le fabuliste bien inspiré. Mais très peu de nos frères suivent le conseil jusqu'au bout. Ils vivent un temps loin de tout le monde, puis, un jour, pour sauver la sécurité de leur retraite, ils approuvent et applaudissent. Or, en bonne Révolution, il est des bénédictions qui ne trompent personne. Par exemple, les contorsions de ceux qui torpillent en douce ou qui vous poignent sec dans le dos...

Dans ces conditions, mieux vaut que Sirus s'en tienne à sa vocation : parler de temps à autre, continuer à témoigner, quoi qu'il en coûte, dresser le bilan de ce que font des hommes, les institutions et la vie quotidienne, depuis que lèvent et tombent les soleils des indépendances. Ce témoignage est dur à porter, car, à tout moment, c'est au désastre qu'il tourne.

Mais pour le présent quart d'heure, il n'est question ni de condamner ni d'acquiescer. Défiant la mort, sa palpable prémonition à nos portes, un grand mouvement se constitue pour chasser l'adversité et améliorer le sort des hommes. La chose est à la fois tragique et belle : Sirus ne saurait démobiliser. Il entend au contraire mêler sa voix à celles-là qui osent encore réclamer toujours plus de vérité, de justice et de liberté.

Nous sommes appelés à exécuter un chœur à la gloire du progrès et du bonheur, enfin à portée

(Lire la suite à la page 2)

"LE DANXOME" [1]

(Un livre de Maurice Ahanhanzo Glèlè)

Nous posons tous aujourd'hui, sans pouvoir encore rationnellement l'articuler, la nécessité de partir de nous pour voir, comprendre et transformer le monde et d'abord notre monde. Pris au piège de la problématique africaniste telle que nous l'avons héritée de l'école européenne, nous sommes embrassés par l'outil intellectuel qui est, venant de nous, l'hypothèse la plus sérieuse jetée sur l'authenticité noire. De quoi s'agit-il en effet ? De la seule tâche qu'il vaille la peine pour un intellectuel noir d'assumer aujourd'hui, car il est seul à pouvoir le faire : opérer une mutation méthodologique dans les sciences humaines, faire une seconde «révolution copernicienne», c'est-à-dire qu'au lieu de partir de l'autre, en l'occurrence du champ théorique du monde occidental pour nous voir, nous juger et nous apprécier, partir de nous. Le mouvement actuel du monde noir qui est en dérive vers le «pays natal» doit devenir cohérent, rationnel... Nous y reviendrons à la fin de cet article qui a d'abord pour but de présenter l'ouvrage de Maurice Ahanhanzo Glèlè récemment paru chez Nubia : «Le Danxome». L'auteur y a tenté de partir de nous pour lire l'histoire de l'ancienne royaume du Danxome et c'est là l'intérêt premier de son livre. Nous présentons succinctement l'ouvrage dans ses principales articulations, avant de nous livrer à quelques réflexions à son propos.

I PRESENTATION DU «DANXOME»

1 La participation de l'ouvrage

Sur les 282 pages que comprend le livre, une bonne quarantaine est consacrée à des documents artistiques de grande valeur historique. L'introduction de 30 pages manifeste un projet de continuité historique : «An è to gbe e nu vi no gbr kan do» (C'est au bout de la corde de solidarité historique laissée par le père qu'il convient que le fils file derrière). Dans cette même introduction, il définit le cadre méthodologique et conceptuel dans lequel l'ouvrage a été conçu et réalisé (p. 13-27) : il y désigne la «chefferie» traditionnelle comme un fait social pesant d'un poids considérable sur l'histoire actuelle du Dahomey et imprégnant profondément les structures mentales (27-34) ; il y croque enfin le tableau à la fois parétique et fantastique des origines mythiques des Aja-fon du sud-Dahomey et nous situe au seuil de l'histoire de la dynastie des Aladaxonu du plateau d'Abomey qui fera l'objet de la première partie de l'ouvrage (34-42).

Les 20 pages suivantes peuvent être considérées comme l'histoire du Danxome racontée par les sources artistiques traditionnelles.

Ces bas-reliefs, ces récades et ces autels des mânes (asté) forment comme une espèce de synthèse de l'histoire que son intelligence analytique de l'occidentalisé étalera sur 150 pages : c'est la première partie, qui brosse le tableau de l'histoire du Danxome du XVI^e siècle à 1892. C'est aussi le cœur de l'ouvrage, où l'auteur s'applique à nous faire connaître d'une manière originale l'organisation de l'ancien royaume. Elle comporte 10 chapitres, qui supposent une documentation impressionnante au regard de qui sait ce qu'il en coûte de faire des recherches de ce genre. Mais le plus admirable, c'est la vie qui circule dans ces pages qui auraient pu être d'une aridité décourageante : la structure socio-politique du Danxome s'anime sous le regard du lecteur, qui recueille à tel détour des indications précieuses sur des recherches à faire : il reçoit des leçons de philosophie de volonté de puissance de Hwégbaja : «quand le roi envoie son fils au marché de la vie, il ne lui demande de rapporter ni le plus beau bijou, ni l'une quelconque des «nourritures terrestres», mais la plus grande puissance (xò ganhun). Le lecteur est comme obligé de donner raison à Gbchanzin qui fait fusiller une fois de plus le mauvais soldat danxomien que le roi découvre sur le champ de bataille» en attitude relâchée et le dos tourné à l'ennemi. Gbchanzin donne la raison de son geste : «Un soldat danxomien doit tomber sur le champ d'honneur en affrontant l'ennemi, les nerfs bandés». La lecture de ce bouquin réserve bien des surprises au lecteur, qui tout en écartant la note, un tintinet forcée des vertus guerrières du Danxome, aimera à retrouver la noblesse d'âme, la volonté de «devenir quelque'un» comme nous disons couramment et le génie organisateur de nos ancêtres fon. Il souhaiterait que beaucoup d'autres intellectuels s'appliquent avec la même ardeur à nous faire découvrir et aimer nos autres ancêtres.

La 2^e partie, nous fait survoler en 60 pages, l'évolution des institutions politiques de la conquête française à nos jours (201-262). Le découpage, qui laisse l'année 1960 sans relief particulier peut surprendre. Il est dû, à notre avis, à 2 raisons. D'abord parce que l'auteur a déjà écrit un ouvrage de plus de 500 pages où tout était fonction de cette date : La naissance d'un Etat noir. Ensuite, parce que le point de vue adopté dans cette production historique et qui est, nous semble-t-il, la recherche d'un modèle danxomien d'encadrement des populations pour une marche à l'avenir autocontrôlée, devait laisser l'année 1960 dans l'ombre, ou ne la signaler que comme le commencement d'une crise socio-politique toujours plus accentuée, et pour cause !... Dans cette deuxième partie, nous assistons à l'évolution de la chefferie depuis la colonisation jusqu'à nos jours.

Après cette vue panoramique de la configuration externe de l'ouvrage, tentons d'en percevoir la problématique de fond et d'y articuler quelques réflexions.

II Une lecture systématique de l'ouvrage

Nous pouvons résumer «Le Danxome» de la manière suivante :

Partant de la vision anthropologique propre au Danxome et qui se caractérise par la tension vers le plus grand pouvoir (xò ganhun), l'auteur en voit le symbole le plus élevé et le plus riche de signification dans le Roi parce que toutes les virtualités que portent les individus trouvent en lui leur plus claire expression. Ce symbole anthropologique se projette sur le plan social sous forme d'un modèle de société dont la «chefferie» est la structure. Née avec Hwégbaja, elle connaît son âge d'or sous Agaja, Gezo et Glèlè. L'affrontement avec l'Occident colonialiste déclenche le processus de son éclatement. L'auteur semble le regretter, surtout au point zéro de destruction où elle se trouve aujourd'hui et ceci à cause de la déroute des populations qu'entraîne le parallélisme actuel de pouvoirs au plan villageois. On peut le discuter suivant qu'on aime ou non la dialectique sociale, toujours est-il que l'auteur nous montre honnêtement l'évolution de la structure depuis l'avènement du pouvoir blanc. Ce furent d'abord le pouvoir suprême d'Etat et son système gouvernemental qui tombent en janvier 1894 avec le Traité de Protectorat de la France sur le Dahomey, signé entre le roi Agaja et le Général Dods. La chefferie survit au plan cantonal et villageois en attendant 1960, date à partir de laquelle il n'y aura plus de chefs traditionnels qu'au niveau villageois. Mais les jeunes responsables formés dans les écoles occidentales prennent le pouvoir également au plan de l'arrondissement et même du village, créant ainsi une disfonction dans le monde traditionnel villageois. La chefferie survivra-t-elle au niveau villageois ? sous quelle forme ? comment encadrer au mieux la population pour les tâches actuelles de développement ?

1 La préoccupation qui est la base de l'ouvrage

Outre ses débats avec les politologues de l'Afrique traditionnelle, Montserrat Palau Marti, J. Ziegler, G. Baladier, Gonidec... débats sur lesquels nous reviendrons plus loin, la préoccupation majeure de l'auteur en écrivant ce livre émerge à la page 33. Il venait de décrire la mentalité dahoméenne et d'y faire apparaître la chefferie comme fait social total méritant une étude sérieuse. Il signale rapidement les facteurs de sa désagrégation et poursuit :

SIRUS

(Suite de la première page)

de main. Ce chœur est à plusieurs voix, comment peut-on durablement en chasser tant de bons choristes à la fois ?

Voici donc, que Sirus parle de vérités oubliées et de choses qui ne servent plus à rien. Vite galvaudées sont les mots. Il y en a qui crèvent plus vite que des bulles de savon. Par ailleurs, il faut longtemps pour que des vérités premières s'imposent. Elles s'insinuent, on les croit mortes, elles vivent. Elles sont rejetées, combattues, puis un jour, elles reviennent à l'assaut, obstinées et drues, cherchant au cœur des hommes à forcer le jaillissement.

Qui sont-ils, à l'heure actuelle, à avoir le plus besoin de la vérité, de la justice et de la liberté ? Ni la bourgeoisie politico-bureaucratique, ni la comprador, encore moins les féodaux, mais nous autres, les pauvres types et bougres. Nous qui avons toujours à l'hivernage vu les oiseaux s'en aller à tire d'aile, les sauterelles engranger là où nous avons rudement labouré et semé. Nous qui n'avons pas plusieurs cordes à notre arc. A l'est, notre horizon s'arrête à Igolo, à l'ouest, à Hillacondji et plus au nord, le voyage vers Malanville coûte trop cher, étant entendu que nous avons perdu l'habitude des longues pérégrinations. Le devoir nous retient ici même, auprès des nôtres : femmes, enfants et compatriotes.

Où donc aller, quand le Dahomey est à libérer, en actes ? Nous sommes un peu comme Bèye-la Chèvre du conte, laquelle «trouvait souvent que les sentes, qui partaient en brousse et aux champs ou revenaient au village manquaient d'imagination car les sentes tordues ont beau virer ou lambiner, elles finissent toujours, pour le troupeau, à l'enclos»...

Ce n'est donc pas Sirus, mais plutôt les travailleurs, attachés à la glèbe ou rivaux à l'étable, qui se sentent à l'étroit. Ils ont récemment eu le mot combien terrible d'insécurité pour qualifier l'étape où nous voici parvenus. En Révolution, la vérité sort de la bouche des travailleurs et Sirus regarde souvent de ce côté-là. Il ne faut certes pas beaucoup attendre des syndicalistes, mais des travailleurs eux-mêmes, qui attendent encore leur jour de gloire. Pour cela, ils ont besoin de libertés. Lesquelles ? Les travailleurs parlent plus haut et fort que moi. Je ne me mettrai pas à leur place.

Qu'il suffise de citer encore Birago Diop :

«L'on nous dit que Deug-la-Vérité a beau être un noctambule, elle ne couche jamais à la belle étoile».

Encore faut-il, rectifiait Amadou Koumba, qu'elle se choisisse bien ses compagnons et compagnes, et que parmi ses multiples rencontres, elle ne compte surtout point la Mauvaise Foi.

Ce n'est peut-être là, me dira-t-on, que vaines élucubrations, tournons-nous un peu vers le Congo, un autre chant nous vient de ces rives mortelles, il est de l'excellent poète J.B. Fati-Loutard :

«L'espace national est libre ;
C'est notre premier temps de labour ;
Nous pouvons y semer de nouveaux cris !
Mais que ne s'y mêle le sanglot d'un sang.
Rappelant celui qui fut jadis sous le fouet.
Hors de son lit de veines aux fragiles cannelures !»

«Ces deux facteurs, scolarisation et villes de style européen, avec le développement d'un important secteur secondaire et tertiaire, d'une bureaucratie et d'un salariat, ébranlent vigoureusement la chefferie dans son essence même et dans son fonctionnement traditionnel. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les franchises et les institutions de type démocratique à l'Occidentale, importées en Afrique, accélèrent la dégradation et la désagrégation des institutions traditionnelles : l'on passa insensiblement à l'ère de l'«akwé», à l'ère des élites modernes qui échappent à l'emprise de la chefferie et poussent à son élimination, sans qu'aucune nouvelle institution adéquate soit encore trouvée pour assurer l'encadrement des populations à l'échelle du village».

Ce qui est par là affirmé ne concerne pas que le Danxome mais toute l'Afrique traditionnellement organisée sur base «tribale» et ethnique. Mais pour l'Afrique et le sérieux de la recherche, l'auteur restreint ses affirmations au cas du Dahomey :

«Encore une fois, répétons-le, c'est pour une question de méthodologie et par souci d'une approche scientifique du problème que nous nous sommes limité au Danxome. Mais, il semble bien que la royauté et son système d'encadrement qu'est la chefferie soient une structure dont on retrouve dans toute l'Afrique traditionnelle à base ethnique et «tribale». Il apparaît même que, dans le domaine de l'organisation politique et sociale, la chefferie, elle, soit une structure originale spécifique, une institution propre à la civilisation africaine (33-34).

La chefferie est donc une structure socio-politique caractéristique. A partir de cette hypothèse, le plan de l'ouvrage devient clair : en amont, une fois franchi le seuil du mythe et de la tradition sacrée, nous trouvons Hwégbaja et Danxome, hypostasies en entités sacrales et originales ; en aval, le destin de la chefferie à sa rencontre avec l'Occident. Mais qu'est-ce que la chefferie ? Maurice Glèlè nous en offre plusieurs définitions fonctionnelles :

C'est «une institution consubstantielle à la société dahoméenne dans son ensemble, elle est secrétée dans le milieu sociologique et par lui» (p.30), ou encore : «c'est le système par lequel s'exerce l'autorité et le commandement» (p. 31) ; «le chef, c'était, dans un village ou une région, celui qui détenait le pouvoir, exerçait tous les attributs du nom du roi. C'était le représentant du roi, de l'autorité centrale. L'élément caractéristique de la chefferie demeure le commandement : celui qui protège, qui ordonne, rend la justice» (31).

La condition de possibilité de l'exercice de l'autorité est le «consensus populaire», lequel se réfère à la tradition et au mythe anthropologique comme instances dernières de légitimation.

A propos du consensus populaire, l'auteur écrit :

(I-11e la suite à la page 8)

FLASH SUR KOUTONOU

ASPECT PANORAMIQUE

Quelques rares cases de pêcheurs dissimulées ça et là, sur une petite étendue, des bûissons dominés par quelques géants séculaires : c'est là le petit village de Koutonou, timidement assis sur les deux bords d'une lagune aux eaux noires, le Koutou, origine du nom Koutonou. Mais, ici, plusieurs versions s'affrontent. Parmi celles-ci nous retiendront quatre : la première attribue la noirceur des eaux -- non ventilée par l'eau de mer comme autour d'ici -- à la présence dans la lagune du spectre de la mort. La deuxième soutient qu'un homme bizarre, de petite taille, nommé Kou vivait sur les lieux, d'où l'origine du néologisme. La troisième fait état de la végétation rousse dont l'aspect rappelait l'abondance du sang qui coulait à l'époque. Cette assertion corrobore d'ailleurs la quatrième source qui prétend que les morts traversaient cette lagune, véritable Achéron.

Mais, à quelle époque remonte la fondation de Koutonou ? Nous répondons, quant à nous, qu'il n'est pas possible de le préciser. Nous pouvons néanmoins avancer que les Rulias -- Popo -- et les Aïzois y vivaient déjà, avant la destination par le roi Agadja, en mai 1732, du royaume de Djékin dont Koutonou faisait partie. Tégbessou qui contrôlait effectivement cette zone, devenue Province aboméenne, en avait fait un relais esclavagiste, un transit vers les rades foraines de Godomey, de Djékin où se faisaient les transactions du bois d'ébène contre les barres de fer, fusils de traite et poudre de chasse, cauris et alcool frelaté. Une petite communauté installée à Koutonou veillait aux intérêts de la couronne.

Koutonou, comme nous le disions au début, n'était qu'un «no man's land» couvert d'îlots boisés et de labyrinthes lagunaires dans sa partie nord. Ces labyrinthes relient le lac Nokoué et la lagune de Ouidah à Hédomé, non loin du territoire de Godomey. On pouvait ainsi pendant les hautes eaux naviguer depuis le Mono jusqu'au lac Nokoué. En 1900, on dut, pour le tracé du chemin de fer Cotonou-Ouidah, boucher ces voies d'eau. Mais, si la voie ferrée permit dès 1902 de se rendre aisément de Ouidah à Cotonou, les rares automobilistes de l'époque durent se contenter de la mauvaise route passant par Savri, Torri, Allada, Calavi et Godomey. Et ce, jusqu'en 1938, époque où la route fédérale n° 11 fut mise en chantier.

Evolution économique

Koutonou intéressa le commerce européen, dès la seconde moitié de XIX^e siècle. Le 1er juillet 1851, le roi Guézo conclut le premier traité de commerce avec la France, représentée par l'officier Bouët Willaumez qui installa à Koutonou un poste militaire. L'essor de Koutonou fut néanmoins très lent du fait de l'abolition de l'esclavage et du trafic intense dans les rades de Ouidah et d'Avrécourt, etc. Mais Koutonou sembla de plus en plus l'objet de tension entre la France

et le Danhomé (cf. traités de 1868, 1878 et l'arrangement de 1890). Ce fut la cause de la guerre Franco-Dahoméenne. Un appontement métallique jeté par-dessus la barre à Cotonou devait faciliter en 1892 le débarquement des troupes du Général Dodds pour la conquête du Dahomey. Cotonou prit alors de l'importance et avec son wharf arracha le monopole commercial et portuaire détenu par Ouidah. Celui-ci dut se contenter jusqu'aux environs des années 30 de quelques rares bateaux pour voir cesser définitivement toute activité portuaire.

Dès la conquête du Dahomey, l'occupant immatricula le territoire de Cotonou -- 6 km front mer et 6 km en profondeur, au nom de l'Etat français, TF 438. Des maisons de commerce et des hommes d'affaires plus ou moins sérieux s'installèrent à Cotonou. Mais, pour certains d'entre eux, la tentative n'alla pas loin. La curée dahoméenne post-esclavagiste n'agréait pas leur goût et très tôt ces aventuriers durent regagner leurs pénates.

Par ces temps-là, une flotte fluviale assurait la navette entre Cotonou et Porto-Novo. Faadji et Atodji, bateaux d'un certain tonnage, affrétés par les Chargeurs Réunis faisaient bonne figure. Zado et Tossou de M. Georges Tovalou Quenum, quant à eux, n'en étaient pas moins des unités très opérationnelles. De son côté, la Maison Anglaise Swanzy alliait quelques vedettes, très pratiques permettant d'atteindre en un rien la capitale, tout en godaillant les chames des eaux neigeuses et douces du lac Nokoué survolé d'une multitude d'oiseaux aquatiques. Faisons ici une mention spéciale pour les braves piroguiers toffins dont le comique Dèkpémafa, conducteur de la pirogue postale. Avec leurs énormes pirogues, effilées aux deux bouts et mues à la perche ou à la voile, quand les alizés le permettaient, ils embarquaient et débarquaient, sans désemparer

.. L'embryon éventuel

(Suite de la page 5)

Mais si c'est bien de ce dernier danger qu'il s'agit, encore que cela paraisse peu vraisemblable en cet âge où la liberté sexuelle est revendiquée pour la femme, pourquoi artelle tant de mal à se faire rendre justice contre l'auteur d'un viol dont elle a été victime, à supposer qu'elle ait se la hardiesse d'intenter des poursuites ? A la vérité, ce n'est pas aux femmes que la protection masculine s'adresse, mais aux générations futures qu'elles peuvent porter : ce que l'on veut protéger, en fait, c'est la propriété de l'homme et sa récolte ; autrement dit, ce que notre société veut protéger dans chaque femme, c'est l'embryon éventuel.

IRMA KURTZ

BLOC-NOTES 1974

(Suite de la page 4)

7 au 10-12-74. -- Visite officielle au Dahomey du Directeur Général de l'O.M.S. le Dr Halidan Mahler.

--- Remise au président Kérékou des lettres de créance du premier Ambassadeur de Roumanie au Dahomey S.E.M. Octavian Carare.

13 au 21-12-74. -- Séminaire ouest-africain à Cotonou sur le rôle des volontaires dans le stockage des grains au niveau du village en Afrique.

17-12-74. -- Signature d'une convention de prêt s'élevant à un crédit de 244.201.000 Frs CFA entre la BDD et la CCE. Ce prêt devra permettre à la BDD de réaliser un programme de logements sociaux, gérés en location simple.

18-12-74. -- Le Conseil des ministres a adopté un projet d'ordonnance portant régime des plantes médicinales au Dahomey.

26-12-74. -- Les Iles du Cap-Vert seront indépendantes le 5 juillet 1975. Tel est le contenu d'un accord signé à Lisbonne par une délégation du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC).

--- Réglementation de la profession de coiffeur au Dahomey.

27-12-74. -- Signature de deux accords de coopération entre le Dahomey et la Corée du Nord.

CHRONIQUE JURIDIQUE

MONNAIE COURANTE

Ces derniers mois, il a été beaucoup question de révocation, de licenciement d'agents. Ces actes paraissent curieux dans un pays où s'il y a pléthore d'agents subalternes et de cadres moyens il y a une carence absolue de cadres supérieurs.

Nul n'ignore que les actes de malversation contre le bien public sont devenus chez nous monnaie courante. Idiot se présente celui qui ne profite pas de la bonne aubaine pour s'enrichir !!! «Il y a de l'argent dans ton pays...»

Les textes qui ont été pris successivement ont toujours été caducs dès que les régimes qui les ont accouchés ont disparu. Le dernier en date était l'Ordonnance du 3 novembre 1966, qui édictait des dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements commis par les agents de l'Etat.

Ce texte était étroit, car n'intéressait que les agents de l'Etat et uniquement ceux-là.

Il l'était aussi parce qu'il n'édictait des dispositions répressives que sur le plan disciplinaire c'est-à-dire vis-à-vis de la fonction publique.

Et puis les agents incriminés arrivaient presque toujours à sortir des mailles du filet car, la justice peut prendre une décision de non lieu ou de relaxe pure et simple et même une relaxe au bénéfice du doute ; les agents se font donc réhabiliter et réintégrer dans leurs fonctions au grand scandale de certains cadres honnêtes. Les auxiliaires de la justice ont très bien compris la chose qu'ils mettent leur astuce à obtenir au moins une relaxe au bénéfice du doute.

La situation en était là jusqu'en juin 1974 date à laquelle une ordonnance a été prise accentuant la répression et donnant même le pas à la répression disciplinaire sur les décisions de justice. Il s'agit de l'ordonnance n° 74-46 du 14 juin 1974 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements commis par les agents de l'Etat et les employés des entreprises dans lesquelles l'Etat a une participation.

Tout le monde est susceptible d'être frappé par cette ordonnance. En effet, nous voyons que les sujets incriminés sont plus larges : agents de l'Etat et employés des entreprises ou participe l'Etat voire des agents de la Caisse de Sécurité Sociale. Il ne pouvait en être autrement dans la mesure où l'Etat devient lui-même «homme d'affaires».

L'objet de l'incrimination est très vaste. Non seulement l'on punit les détournements ce qui est habituel, mais aussi des malversations, terme qu'aucune loi, ni aucun tribunal n'a jamais défini. Il y a là cependant un danger manifeste car sous un régime fasciste on peut mettre tout ce qu'on veut pourvu qu'on veuille éliminer un opposant.

Pierre Tonagnon

Pour vos imprimés : Commerciaux, Administratifs, Publicitaires, Cartes de visite, Faire-part etc...

Une seule adresse : IMPRIMERIE NOTRE-DAME, Centrale des Œuvres St Michel B.P. 105, Tél. 31-49-05 Cotonou.

Mais si l'on sait qu'en matière répressive, comme dans les matières douanières, les textes sont d'interprétation restrictive, on peut déplorer une lacune certaine du texte. En effet, il faille inclure dans l'ordonnance, les dispositions larges du Code Pénal en attente jusqu'aux promesses, au trafic d'influence communément appelé «appât» chez nous, à la corruption passive et active etc...

Les sanctions vont de la révocation (somme égale ou supérieure à 500.000 francs) à dix mois d'exclusion temporaire d'emploi et abaissement d'un échelon ou retard à l'avancement (somme égale à 10.000 francs).

D'après l'article 4, les agents révoqués de leurs fonctions ou licenciés pourront plus jamais exercer un emploi public même si leur condamnation pénale éventuelle est effacée par une loi d'amnistie. Ils n'auront droit à prétendre aucune pension de retraite si ce n'est le remboursement des retenues opérées pour pension sur leurs traitements.

Seules les allocations familiales seront versées aux agents temporairement exclus de leurs emplois.

Une commission spéciale présidée par un magistrat apprécie les faits révoquant un rapport motivé au gouvernement qui prend la décision de révocations ou d'exclusion temporaire d'emploi ou de relaxe.

La non dénonciation des faits répressibles par le chef hiérarchique est considérée comme une complicité punie comme la faute de l'auteur principal.

L'article 10 dispose que quelle qu'elle soit l'issue de l'instance devant le tribunal, l'acte gouvernemental qui est pris en premier et dernier ressort continue d'avoir ses effets. Pour clore cette procédure essentiellement sévère l'ordonnance est publiée selon une procédure d'urgence et est donc applicable aux cas existant lors de sa publication.

Cette ordonnance semble être un texte de guerre ; à circonstances exceptionnelles, procédures et décisions exceptionnelles est-on tenté de dire. Atteindra-t-elle son but ? L'idéal aurait été en même temps que ces mesures soient prises, que l'éducation soit menée en vue du respect du bien public ; et l'homme politique, dans un pays comme nôtre, semble être ballotté par le dés d'utiliser au mieux ses cadres et tous ses cadres vu l'étroitesse de l'offre et la conscience qu'il se propose d'inculquer à ses concitoyens : la passion du service public. Dans ce va et vient quotidien permanent, un équilibre doit être recherché, même si ce n'est pas une position bien confortable. Seulement la recherche du Fait National fera parvenir.

De nos jours, le monde évolue à une vitesse de fusée. Les très occupés disent souvent que le temps leur manque. Ils aimeraient arrêter le cours du soleil et la course des jours jusqu'à ce qu'ils finissent leur programme. C'est le cas des hommes d'action, des politiciens qui n'ont pas achevé de mettre la dernière main à leur plan et programme qui arrivent déjà à échéance. Quatre ans, cinq ans, dix ans, ce n'est, en effet, rien dans la vie d'un Etat. Et c'est pourtant ces années qui comptent quand le peuple attend de ces programmes l'amélioration de son niveau de vie, le décollage économique : la fin des haines politiques, de la dictature, de la démagogie, des nombreux discours pour enfin passer à l'action.

Dans notre Afrique, l'année 1974 a connu beaucoup d'événements heureux et infortunés. Pourtant, au seuil de l'an 1975, d'aucuns essaient d'oublier leurs misères, petites ou grandes, pour ne penser qu'aux bonnes choses. D'autres dressent des bilans.

Il en est de même pour les Nations. Quel est le bilan du Dahomey en particulier et singulièrement de l'Afrique à la fin de l'année 1974 ? C'est ce que nous essaierons de vous faire décaler à travers les lignes qui suivent.

(Suite et fin)

AOÛT

1-8-74. -- 14ème anniversaire de l'Indépendance du Dahomey dans la simplicité.

-- Sur l'écran du cinéma VOG des centaines de Dahoméens ont vécu un événement important : la présentation, du premier long métrage dahoméen réalisé par un Dahoméen et avec des acteurs dahoméens.

14-8-74. -- Mort du Dr Frank E. WALCKHOFF.

15-8-74. -- Remise de fourragères à 212 soldats dahoméens de la classe 1974 -- 1 par le Commandant Rodriguez à Ouidah.

16-8-74. -- Les autorités de la Banque Africaine de Développement et le ministre des Finances du Dahomey ont procédé à Abidjan à la signature d'un accord de prêt et d'un accord de garantie portant sur un montant de 444.800.000 Frs CFA pour le financement du réseau de distribution d'électricité dans les Centres urbains (Porto-Novo -- Cotonou -- Ouidah et Abomey-Calavi).

16-8-74. -- Remise au chef de l'Etat dahoméen des lettres de créance de S.E. M. D. D. Obunge, Ambassadeur de la République du Nigéria.

20 et 21-8-74. -- Visite officielle au Dahomey du Colonel Kwame Baah, ministre des Affaires Etrangères du Ghana.

21-8-74. -- En conseil des ministres, création au Dahomey de l'Institut National d'Enseignement d'Education Physique et Sportive.

23-8-74. -- Installation par le chef de l'Etat dahoméen, de la première commission ad-hoc chargée de proposer au G.M.R. les mesures disciplinaires à appliquer aux auteurs de détournements et de malversations.

26 au 30-8-74. -- Visite officielle au Gabon du chef de l'Etat dahoméen.

SEPTEMBRE

6-9-74. -- Installation de la nouvelle Assemblée Consulaire.

9 au 10-9-74. -- Séance extraordinaire du C.N.R. au Dahomey. Il a à l'issue de ses travaux adopté le programme national d'édification de l'Ecole Nouvelle. Parmi les grandes décisions prises par lui on note notamment que : l'Ecole Nouvelle doit être démocratique et populaire -- L'Ecole Nouvelle doit être publique et laïque -- Toutes les écoles primaires privées ex-catholiques sont entièrement prises en charge par l'Etat.

12-9-74. -- Les Etats-Unis et le Dahomey ont signé un accord de prêt s'élevant à 2.390 millions de francs CFA pour la réalisation d'un projet de pont-barrage sur la lagune de Cotonou.

-- En Ethiopie, Déposition par l'armée de l'Empereur Haïlé Sélassié 1er, le 225ème empereur d'Ethiopie après 14 ans de régence et 44 ans de règne.

17-9-74. -- Ouverture de la 29ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU.

19-9-74. -- Début à Paris de la première phase des négociations en vue de la révision des accords de coopération franco-dahoméens conclu en 1961. Les travaux devront durer 15 jours.

25-9-74. -- Les Centrales syndicales du Dahomey ont choisi la responsabilité militante révolutionnaire dans l'unité.

27-9-74. -- Ouverture d'important synode de Rome -- Qualifié par le Pape Paul VI d'événement très important. Il a pour thème : L'évangélisation du monde contemporain. Il prendra fin le 12 octobre 1975.

OCTOBRE

2-10-74. -- Adoption en conseil des ministres de trois projets de décret portant respectivement :

a) agrément de l'établissement « Conducteur Electrique » -- Etablissement CONDEL -- au régime « D » spécial du Code des Investissements pour une durée de 5 ans.

Ledit établissement a pour objet la production de câbles électriques de diverses sections ainsi que de tuyaux en plastique pour les installations électriques et des fils pour des installations téléphoniques et appareils électroménagers.

Investissement proposé pour le démarrage 140 millions de francs CFA. b) agrément de l'entreprise industrielle « ETO PRESS » au régime « D » spécial du Code des Investissements pour une durée de 5 ans.

Le promoteur de ce projet d'imprimerie envisage de produire pour un investissement total de plus de 112 millions de francs, des cahiers d'écoliers, des registres, agendas, calendriers et d'autres articles de bureau. Pour ce faire, l'entreprise créera 35 emplois réservés tous aux nationaux.

c) agrément de la Société Dahoméenne de Vêtements au régime « B » du Code des Investissements pour une durée de 5 ans.

SUR NOTRE BLOC-NOTES 1974

L'objet de cette Société Dahoméenne des Vêtements est la fabrication dans un premier temps de chemises destinées essentiellement à l'exportation. Les promoteurs du projet pensent étendre également leur exploitation à la production ainsi qu'à l'exportation de pantalons.

Les 20% du capital social de cette Société sont réservés à l'Etat dahoméen, les autres associés étant des expatriés.

Ce projet offrira 106 emplois et aura un effet positif sur la balance commerciale du pays.

4-10-74. -- Le représentant au Dahomey de Sa Majesté le Roi Olav V de Norvège, S.E.M. Peter M. Motzfeld, a présenté au président Kérékou les lettres par lesquelles le Souverain norvégien l'accrédite auprès du Dahomey en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, ainsi que les lettres de rappel de son prédécesseur, S.E.M. Chartran Berg-Nielsen.

11-10-74. -- A Lomé (Togo) conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire Ouest-Africaine sous la présidence du chef d'Etat togolais. En la personne du Lieutenant-Colonel Mathieu Kérékou, le Dahomey y était présent.

13-10-74. -- Conférence politique des Préfets de Province à Kiooukanné.

18-10-74. -- Présentation au chef de l'Etat des lettres de créances de leurs Excellences Pierre Marchal et David Chalmer Reece, respectivement Ambassadeurs de la Belgique et du Ghana au Dahomey.

21-10-74. -- Restructuration du G.M.R. suivie d'un important remaniement ministériel.

NOVEMBRE

5-11-74. -- Catastrophe ferroviaire de Coussi (situé entre Ouégbo et Toffo).

-- Le premier remorqueur dahoméen « AVLEKET » est entré au port de Cotonou. Sa commande était lancée le 21 juin 1973. D'une puissance de 1.400 chevaux, il a presque toutes les qualités d'un paquebot.

-- Présentation des lettres de créance du président Mathieu Kérékou par le premier Ambassadeur de la R.D.A., S.E.M. Gerard Kunzai.

14-11-74. -- Création d'un Bureau Politique National du Conseil National de la Révolution.

15 au 18-11-74. -- Visite officielle au Dahomey de Son Excellence le Général Mohamed Siad Barre, président du Conseil Suprême de la Révolution somalienne, chef d'Etat de la Somalie et président en exercice de l'O.U.A.

20-11-74. -- Visite d'amitié au Dahomey du Lieutenant Colonel Seyni Kountché président du Conseil Militaire Suprême du Niger.

18 au 22-11-74. -- Congrès constitutif à Kinshasa de l'Union des Journalistes Africains.

20 au 25-11-74. -- Premier stage international des entraîneurs nationaux de Basket-Ball à Conakry.

26-11-74. -- Le chef de l'Etat dahoméen a reçu les lettres de créance de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Dahomey M. James Bruce Engle.

30-11-74. -- Sur la place publique de Goho dans la capitale de l'ancien royaume d'Abomey, fête du deuxième anniversaire du Discours-Programme du 30 novembre 1972 du Gouvernement Militaire Révolutionnaire du Dahomey. A cette occasion le Chef de l'Etat dahoméen a solennellement proclamé à la face du monde que la Société Nouvelle où il fera bon vivre pour chaque Dahoméenne et pour chaque Dahoméen, sera une « Société Socialiste » basée sur le « Marxisme-Léninisme ».

-- Le Postel a enlevé en football, le trophée de la Coupe du Dahomey sur le stade d'Abomey en battant par 1 à 0 l'Asso de Porto-Novo.

DECEMBRE

1-12-74. -- Inauguration du Bureau postal de Zagnanado.

2-12-74. -- Nominations des membres du Bureau du Conseil National de la Révolution et des Commissaires politiques des Provinces. Pour compter de ce jour et selon décision du Bureau Politique National :

1°) L'Etat dahoméen prend totalement en charge la Société Dahoméenne de Banque (S.D.B.) et la Banque Dahoméenne de Développement (B.D.D.) ;

2°) L'Etat dahoméen détient désormais le monopole du crédit automobile ;

3°) L'Etat dahoméen détient également le monopole des opérations d'assurances et de réassurances ;

4°) Le monopole du transit est accordé exclusivement aux nationaux dahoméens ;

5°) L'Etat prendra également une participation au capital de la Banque International pour le Commerce et l'Industrie du Dahomey (BICID) et de la Banque International de l'Afrique Occidentale-Dahomey ;

6°) L'Etat dahoméen prendra également en charge la Société France-Câble-Radio.

4-12-74. -- Le Conseil des ministres a adopté un projet d'ordonnance instituant au profit de l'Etat dahoméen, le monopole de la commercialisation des produits pétroliers.

6-12-74. -- Création en conseil des ministres au Dahomey des Comités de Défense de la Révolution (CDR) qui ont pour mission de détecter et de dénoncer aux autorités compétentes tous les actes de sabotage de la Révolution et toutes les menées contre-révolutionnaires.

(Lire la suite à la page 3)

(Suite de la page 3)

marchandises sur marchandises et des voyageurs lorsque ceux-ci acceptaient de braver les dards des taons et des gros moustiques lagunaires.

Ces piroguiers mettaient moins de 24 heures pour aller de Cotonou à Porto-Novo et concurrentiaient sérieusement les bateaux à vapeur, qui, eux, ne transportaient d'ailleurs que des voyageurs et leurs menus bagages. Les puncheons d'huile de palme et les sacs d'amandes sur lesquels somnolaient leur mordu de l'excentricité avaient leur place sur ces chalands locaux. Quel charmant spectacle pour les flâneurs matinaux qui s'aventuraient à Faaditokpa -- actuel qual à gadoue -- que ces chalands ventrux arrivant et partant avec leur nonchalante délibérée. Temps de servitude certes, mais qui ne manquait pas de grandeur ! De toute façon, il témoignait de la vitalité et du courage d'un peuple qui, sous un dur régime, ne désespérait pas de l'avenir.

Dans les marais qui parsemaient le nord du territoire cotonou on pouvait pêcher avec usure. On chassait également dans les bois et bosquets des biches de toutes tailles y compris la grosse espèce des manis. Les gros singes, les chat-tigres, etc. rôdaient en maître autour de Zogbo et d'Awansoun; les agoutis étaient le menu gibier qu'on pouvait jusqu'à ces dernières années, tirer aux abords des maisons. La zone marécageuse couvrant les actuels quartiers de Ste Rita Vojé et les abords d'Awansoun offraient un excellent champ de tir aux amateurs de l'art cynétique qui levaient et tiraient au vol quantité d'oiseaux aquatiques : canards, siffleurs, décaasses sans compter les pélicans, les perdreaux bavards et les pigeons-ramiers roucouleurs.

FLASH SUR KOUTONOU

ASPECT PANORAMIQUE

Cotonou en voie de modernisation

Si Cotonou plein de chames appartient au passé, son insertion dans le courant moderne mettra cependant quelques années. Jusqu'en 1928 les chalands transbordeurs continuaient de servir de tromplin entre les deux rives. Si la Société Dayot avec son ouvrage d'art mit fin aux tribulations du transbordement cotonou, le passage de Ouinta, sur la lagune de Porto-Novo posait de sérieux problèmes à l'Entreprise Schneider chargée de relier les deux bords de la lagune des Afonvins en 1938.

Le potopoto sans fond de Ouinta avait pleuré sur pleurs et les constructeurs croyaient rêver quand le lendemain, ils voyaient les pieux qu'ils avaient laissés la veille disparaître dans ce bourbier séculaire. Disons, entre parenthèses que le plus long pieu de l'époque, fut réalisé au pays de Dè Tofa. Cet état de choses retarda l'essor économique qui s'annonçait sous d'heureux auspices entre les deux cités rivales. Mais la voie fluviale finit par passer la main à la route.

Le rail mettra encore quelque temps. Mais avec celui-ci, quel plaisir de contempler de la portière des wagons-voyageurs, les pittoresques scènes des vendeuses d'Agblangandan, d'Ekpè, de Sèmbè, de Djègèbè ! Aujourd'hui tout ce chame est éclipsé par la concurrence effrénée des transporteurs routiers, insouciantes des vies humaines qu'ils ont pourtant chargé de conduire à bon port !

Cotonou a passé le cap des villes moyennages. C'est une cité en pleine évolution, à l'aise dans ses quadrilatères. Ses chausses se disputent des centaines de véhicules aux heures de pointe comme aux heures

creuses. Les pauvres piétons qui côtoyaient autrefois sans souci, les pousse-pousse de Micket-bar -- autre célébrité cotonnoise des années 30 -- doivent aujourd'hui avoir l'esprit très sportif pour ne pas se faire écraser par certains turbulents taximen ou se faire prendre en sandwich par les mords de vélodépède.

Avant de nous laisser emporter dans le sillage de la modernité, visitons les cases en paille et en bambou que seule l'acquisition du terrain par la voie d'adjudication et au dernier enchérisseur permettait à quelques rares privilégiés de transformer en dur. Mais si le gagnant était fier de se donner une habitation décente, son rival vaincu n'aum des yeux que pour pleurer sa déconvenue. Il lui fallait vider les lieux dans les huit jours pour faire place à l'heureux adjudicataire. C'est alors qu'on voyait les cases marcher sur les sables de Cotonou. Les « spécialistes » de l'OCND -- stimulés par quelques masades de Sodaki, savalent congluer leurs efforts pour transporter les cases de l'infortuné sur un terrain vague en attendant des jours plus favorables ! -- Oh ! terrible adjudication ! que de victimes as-nu faites dans ce pays...

Cette humiliante et abusive situation faite aux autochtones sur la terre de leurs propres aïeux ne devait trouver remède qu'en 1956, année de l'autonomie communale. Celle-ci permit aux conseillers municipaux de Cotonou d'encourager secrètement l'édification en dur tout en fermant les yeux sur l'irrégularité de la procédure. Cet encouragement était évidemment subordonné à un plan correct de construction et à la possibilité de régulariser la situation ainsi créée par l'acquisition de gré à gré auprès du Domaine. Ce qui, malheureusement ne fut

le cas. Les gens abusèrent simplement cette dérogation. Aujourd'hui nous trouvons devant une prolifération anarchique de maisons en dur au point qu'on se demande si les citoyens de demain ne seront obligés de détruire, comme il est d'usage de règles dans les cités modernes, maisons dont certaines se moquent moyennement de l'esthétique architecturale.

C'est là que naissent certains regrets Cotonou, ville artificielle, bénéficiant tracé en carrés, harmonieusement alignée, prête fort bien à la réalisation d'une des plus modernes si l'on avait, au départ, pensé à la dote d'un plan directeur en fonction des exigences d'un zoning. Mais Cotonou continue d'évoluer et perd au des ans sa physionomie de ville en dam en raison de la fermeture systématique des nord-sud. Rien à faire : la petite ville à prédominance Hula, Mina, Goun, de quelques centaines d'habitants, d'il y a cinq sept décennies, est aujourd'hui une cité pleine expansion avec plusieurs milliers d'âmes. Le potopoto envahissant, comme jusqu'au Lac Nokoué et l'ancestral Awansoun rebelle à l'envahissement des citadins ne résoud pas le problème de l'habitat. Les abords de la route fédérale Cotonou-Porto-Novo et Cotonou-Ouidah se voient jour en jour envahis par les citadins quête d'un domaine propre. C'est légitime.

Mais, ce qui inquiète, c'est cette tendance à la désertion des maux qui envahissent la cité portuaire dans l'espoir d'un qui se fait de plus en plus rare et problématique. C'est un problème vraiment préoccupant. Il faut y penser dès maintenant songer à l'érection d'autres centres d'intérêt et d'attraction économique. Certes des projets sont en cours, mais l'ampleur et la complexité du problème suscitent des inquiétudes et requièrent des solutions plus hardies.

André POGNON

Un pot-pourri
d'opinions,
d'idées et de théories
concernant
divers sujets

.. Le chemin du succès

J'ai eu la chance de subir plusieurs défaites. J'ai ainsi appris à accepter l'échec. J'ai également compris quelque chose de très important : savoir ce que je ne veux pas et ce que je veux.

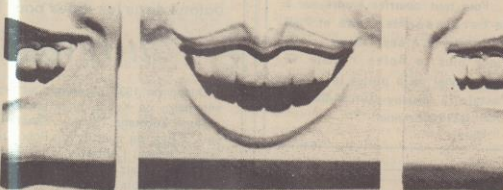
... Robert Altman, célèbre metteur en scène américain.

... Vie privée

La notion d'intimité implique le libre choix laissé à l'individu de dévoiler ce qu'il croit ou ce qu'il pense et de révéler ce qu'il détient. L'objet considéré peut être une œuvre d'art quelconque, le manuscrit d'un livre, un registre de comptes personnels, un agenda, des factures, des vêtements, des bijoux... et d'autres choses encore. Ceux qui ont rédigé les premiers amendements à la Constitution américaine étaient persuadés que l'homme a besoin de se confier aux autres que de garder certaines choses pour lui-même. Le respect de la vie privée revêt donc un double aspect et signifie que toute personne devrait avoir la liberté de décider à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle mesure, elle peut partager ses secrets avec autrui. C'est l'individu qui jouit de cette prérogative, non les Etats...

... William O. Douglas, juge assesseur à la Cour suprême des Etats-Unis.

CE DONT ON PARLE



... Le tournant de l'histoire

NOUS nous trouvons à un tournant de l'histoire. Le tournant, c'est l'endroit où une rupture se produit entre le passé et l'avenir, plus exactement entre une situation ac fait, héritée du passé, et un ensemble de possibilités nouvelles qui, brusquement, se font jour, grâce à des découvertes importantes, et ouvrent de nouveaux horizons.

Ces tournants de l'histoire sont dits des moments décisifs, puisqu'ils décident du cours de l'histoire pour un laps de temps considérable ; mais ils n'en sont pas moins des moments de crise, à la fois exaltants et dangereux : exaltants, en ce qu'ils déclenchent des possibilités pleines d'espoir et concentrent les forces de l'homme sur de nouvelles valeurs ; dangereux du fait qu'ils risquent de reléguer dans l'oubli d'autres valeurs également importantes.

Ce sont des moments ambigus : ils peuvent bien ou mal tourner. Tout dépendra finalement de l'attitude que l'homme prendra à leur égard, car il ne fait pas que subir l'histoire, il contribue à la faire. L'important, c'est qu'il comprenne ce qui se passe autour de lui, pour qu'il ne soit pas trop surpris par les événements, mais se rende capable de les dominer et de les diriger.

Nous vivons une grande époque. Elle n'est peut-être qu'une époque de transition ; elle n'en est pas moins d'une portée immense pour notre avenir ; il est aussi un temps de grandes promesses.

Que chacun, dans son milieu et selon ses possibilités, fasse en sorte que ses promesses se réalisent ?

Ces quelques lignes qui sont de M. H. Proust, éditorialiste de : « Les presses missionnaires », rejoignent parfaitement les pages, qu'écrivait il y a dix ans, un théologien belge pour conseiller les hommes de leur temps.

... Service du bien commun !

NOUS avons pris une décision, dictée par les événements du monde. Et dimanche, la dépêche est tombée : coup d'Etat militaire au Tchad, mort de Ngarta Tombalbaye. Nous aurions pu en faire le sujet de cette page. N'en disons qu'un mot.

Le pouvoir, partout, est bien fragile. Ce n'est plus la « loi du plus fort » vieille comme le monde, ni la « loi du meilleur » des Westerns d'hier, c'est, aujourd'hui, « la loi de qui tue le premier », celle des mauvais films policiers.

En ce dimanche soir, plus d'un chef d'Etat a dû méditer sur la mort et le renversement des forces. Le pouvoir ne se justifie plus en lui-même. Il doit se mériter. Il n'est qu'un service du bien commun...

Nya Maria Keita

.. L'embryon éventuel

C'EST la délicatesse de leur physiologie qui rend les femmes différentes, qui explique que certains leur attachent de l'importance et que d'autres les laissent d'insouciance, qui fait d'elles des femmes et des objets de la protection masculine. De même que la pitié, la protection procède d'une position de puissance et abaisse l'être qui en est l'objet. Paré du nom de chevalerie ou de courtoisie, écrite dans les textes juridiques de la réglementation du travail, élevée au rang d'étiquette, implicite dans le contrat de mariage et explicite dans les termes d'un prêt bancaire ou d'une hypothèque est la croyance que la femme a besoin de la protection de l'homme. Mais pour la protéger, de quoi, commençant à demander certaines femmes ? De l'animal féroce rôdant autour de la caverne en quête d'une proie ? Des hordes de barbares rapaces ? Des insuffisances qu'elle affiche parfois et de son prétendu manque de logique ? Des appétits bestiaux de brutes ?

Le Fétichisme

Le clergé africain de Côte-d'Ivoire s'adonne à un travail de recherche intense, à l'occasion de leur Congrès annuel, sur le thème : « Comment parvenir à une expression africaine de la Foi ». En 1973, leur étude était orientée sur Dieu, l'homme et l'univers, puis sur la notion du sacrifice chez les Ivoiriens (brochure de 50 pages).

En 1974, à leur assemblée générale à Daloa, ils ont longuement réfléchi sur « Le fétichisme ».

L'abbé Namian, rédacteur responsable de « Rencontres », bulletin mensuel des prêtres et religieux de Côte d'Ivoire, écrit à ce sujet dans le numéro du mois de mars 1975 :

« A cette époque de la fin des années hâtifs dans l'Eglise, au moment où souffle sur l'Afrique entière l'ouragan de l'authenticité et du retour aux sources, ce thème du « fétichisme » ne paraît présenter un intérêt particulier. Prêtres, religieuses et religieux ivoiriens et non ivoiriens doivent jeter un regard perspicace sur ces réalités, s'ils veulent comprendre la mentalité profonde et l'attitude parfois très déconcertante du peuple ivoirien qu'ils évangélisent ».

On peut aisément généraliser l'opinion de l'abbé Namian en disant que le sujet devrait intéresser toutes les personnes qui s'intéressent à l'Afrique.

Le thème sur le fétichisme est présenté par l'abbé Jean-Baptiste Tegbo, docteur en théologie, dans une brochure d'une vingtaine de pages, éditée par le secrétariat du Clergé ivoirien. B.P. 12, Bingerville, Côte-d'Ivoire.

« Rencontres » publie un résumé de 8 pages de cette étude qui comprend une introduction situant le contexte du sujet. Dans un premier chapitre « définition du fétichisme » l'auteur donne le préalable sémantique ou de terminologie pour éviter toute confusion, puis il constate le « fait » des fétiches, pour en arriver à la définition qui n'est pas facile du tout car le terme français « fétiche » ne couvre guère la signification du terme « Koro » employé dans la langue gué, qui est la langue maternelle de l'abbé Tegbo.

Dans un deuxième et troisième chapitre sont respectivement présentés « l'origine et le but du fétichisme » et « une réflexion théologique suite d'une approche morale ». La constatation suivante doit être soulignée : « ceux qui s'adonnent aux pratiques fétichistes ne sont pas des idolâtres au sens que la théologie occidentale lui donne : tous sont des intermédiaires entre les hommes et les « esprits divins ». A travers les « Koro » le Guéré possède un « sens divin de la méditation ». L'abbé Tegbo affirme enfin que le fétichisme court le risque d'être plus apparente à la mode qu'à une vraie religion où le croyant se soumet totalement à la volonté de Dieu en attendant tout de Lui sans le forcer par des procédés magiques ».

Les Evêques canadiens et la réconciliation

Dans leur message sur l'Année Sainte publié à Pâques, les évêques canadiens analysent les signes de division des individus et des sociétés, proposent une réconciliation basée sur l'esprit du Christ, soulignent les forments positifs qu'ils voient dans la société et dans l'Eglise canadienne, et invitent les chrétiens à s'engager davantage dans les multiples secteurs qui appellent la réconciliation.

Dans un monde « lézardé par l'injustice sociale », secoué par la violence, assailli par la corruption, agité par les préjugés raciaux, dans un monde où « l'exploitation de chacun par son semblable tend à se généraliser », où l'oppression sévit non seulement dans les prisons, les camps de réfugiés, les chambres de torture « mais aussi » sur les minorités, les nations maintenues dans le sous-développement, la réconciliation authentique devient de plus en plus urgente.

Les divisions atteignent les couples, les familles, séparent les jeunes des aînés, traversent les communautés chrétiennes, mettent finalement l'individu en crise dans l'insécurité, l'angoisse, l'insignifiance de l'existence. Leur source la plus profonde est « finalement dans le cœur de chaque homme ».

Progrès de la science, technologie, idéologies politiques ne suffisent pas à combler le cœur de l'homme, car « l'ennemi » c'est le péché. Le Christ a vaincu le péché, a vaincu la mort.

Au-delà d'une situation qui serait absurde, les signes sont nombreux qui témoignent de l'Esprit à l'œuvre dans le monde. Ainsi, au Canada, l'action en faveur des droits de l'homme, des minorités, des réfugiés politiques, des Indiens et des Esquimaux, pour l'égalité sociale, pour l'humanisation des institutions.

Cependant il faut multiplier les initiatives pour « une politique équitable », une aide aux couples et aux jeunes, une vraie promotion de la femme, un rapprochement entre chrétiens et entre catholiques.

« La réconciliation entre les humains se tisse laborieusement, sous l'impulsion de l'Esprit. Elle est « la responsabilité de tous les chrétiens ».

Pour tout courrier à adresser à la Paroisse Sts Pierre et Paul d'Abomey et à ses Prêtres, n'utilisez plus la Boîte Postale 16 (supprimée) mais plutôt la Boîte Postale 78 Abomey - Tél. 51-03-71 - CCP 0295 Cotonou.

Merci.

La Réconciliation entre Blancs et Noirs n'est pas pour demain

« Je ne crois pas à une réconciliation à court terme entre les Blancs et les Noirs en Afrique du Sud ». C'est ce qu'a déclaré l'abbé Smailis Mkhathshwa, prêtre noir, invité à parler au Séminaire Saint-Jean Vianney de Pretoria dans le cadre des Conférences sur la réconciliation organisées par la Commission locale de « Justice et Paix ».

Si la réconciliation n'est pas pour demain, il faut cependant des efforts concertés des chrétiens pour préparer la voie de la réconciliation. Ceci n'implique pas l'intégration des Noirs dans les structures d'une société et une contribution proportionnelle selon les groupes culturels de cette société.

Le meilleur moyen d'avancer sur la voie de la réconciliation, a-t-il dit, c'est de travailler au développement des Africains. Ceci inclut des facteurs économiques, sociaux, politiques, culturels et même ethniques. Quand il s'agit dans certaines régions de domination d'une classe sociale il est préférable de parler de libération.

Selon le prêtre ce développement des Africains doit se faire surtout par les Afri-

cains eux-mêmes. Les programmes de développement ne peuvent dégénérer en agences de charité ou avoir comme but « d'aider les Noirs », mais doivent tendre à animer les Noirs et à leur donner une motivation pour collaborer à leur propre salut.

Il préconise que les Eglises investissent plutôt dans les hommes que dans des choses, c'est-à-dire qu'elles doivent s'intéresser à l'éducation des Noirs, à des stages, aux coopératives et aux industries artisanales.

EN BREF EN BREF EN BREF EN BREF

A la deuxième session synodale de l'Eglise de Dieu qui est à Cotonou et qui se tiendra dans le courant de l'année, une plus large participation sera offerte aux jeunes, qui, eux autres, sont nettement restés sur leur faim au cours de la première session synodale.

D'ailleurs au niveau de l'Eglise de Dieu qui est à Cotonou, la pastorale des jeunes prévoit leur propre synode qui se tiendra en temps opportun.

LE TRAVAIL NE MANQUE PAS

Des informations qui nous sont parvenues du R.P. Ludo Wouters, OMI, infirmier diplômé œuvrant à la mission d'Ipamu dans le diocèse d'Adjoia, mettent en évidence que les missionnaires au Zaïre continuent de tout cœur leur travail pastoral et de charité chrétienne. « Je dois », écrit le père Wouters, « assurer les diagnostics et prescrire des traitements. Heureusement nous avons un médecin qui nous donne les explications nécessaires et à qui nous pouvons soumettre les cas inquiétants. Les soins aussi ont une très grande expérience; je peux dire que je me trouve plutôt dans une position avantageuse. Notre hôpital a 225 lits, une maternité et un dispensaire où j'assure les consultations. A deux kilomètres du poste il y a une léproserie où sont traités les cas les plus graves. Je donne aussi quelques cours à l'école pour infirmiers et infirmières ».

En plus de ce travail énorme au poste central, le père Ludo Wouters assure le service ambulatoire pour enfants dans les localités de la région. Pendant les week-ends, il aide le père Kamel Degrick, missionnaire résident à Ipamu, pour le travail pastoral à la paroisse. Vraiment le travail ne manque pas !

MONROVIA : L'Eglise épiscopale s'achemine

L'Eglise épiscopale du Libéria va lancer un plan de cinq ans d'investissements agricoles destiné à l'aider à atteindre son autonomie. Ce projet se situe dans le Comté du Mont Grand Cap, dans l'est du Libéria.

Révéland le projet lors de la 52ème convention diocésaine de l'Eglise le mois dernier, l'évêque George D. Brown a annoncé que l'on avait demandé au Fonds de Développement pour l'Ostre-Mer de l'Eglise

Nouvelles brèves

épiscopale des Etats-Unis d'aider au financement du projet.

L'évêque a souligné le fait que ce projet, s'il devait être lancé cette année, pourrait rapporter assez d'argent pour financer la moitié du budget institutionnel de l'Eglise en 1980, y compris le Collège Cattanston, qui est la seconde institution du Libéria pour l'enseignement supérieur.

L'évêque Brown a aussi demandé à la Convention d'autoriser la création d'un comité pour préparer un plan de dix ans pour le diocèse du Libéria.

UN SEMINAIRE DE « MANAGEMENT », POUR LES EVEQUES

Durant la première semaine de novembre 1975, un séminaire sur le « Management » sera organisé au Nigeria à l'intention des évêques du pays et leurs proches collaborateurs.

Les évêques anglophones des autres pays de l'Afrique Occidentale seront invités à participer à cette rencontre à laquelle on attend également des observateurs et spécialistes d'Ostre-Mer.

Le nouveau doyen du corps diplomatique près le Vatican est M. Luis Valladares y Aycinena, ambassadeur du Guatemala près le Saint-Siège, qui succède à M. Luis Amado Blanco, décédé le 9 mars dernier, en tant que doyen du corps diplomatique près le Vatican. M. Valladares représente depuis huit ans son pays près le Saint-Siège.

ET VOTRE REABONNEMENT !

« De temps en temps pensez encore à « l'ancien » pour qu'il termine son voyage sur terre dans l'amour du Christ » C'est par cette phrase, se nommant lui-même « l'ancien », que mgr Dupont terminait sa prise de parole au soir du sacre de mgr Anselme Sanon. Le Cardinal Zoungnan venait de retracer en termes élogieux, mais justes, les 47 années de la vie missionnaire du père André Dupont, père blanc, fait premier évêque de Bobo Dioulasso (Haute Volta) le 9 novembre 1941. Trente quatre ans à la tête de ce diocèse. Nous ne les résumerons pas. Lui-même aime à dire : « il y a au moins un péché que je n'ai pas fait : je n'ai jamais empêché une initiative, jamais mis de bâtons dans les roues pour la réalisation d'une entreprise ».

au revoir mgr dupont !

Quand en 1937 il arrivait au grand séminaire de Koumby pour en être le recteur, Zézouma Titianma Sanon naissait, à Sya, un quartier de Bobo Dioulasso. Devenu l'abbé Anselme Sanon, Titianma devait un jour être recteur de Koumby, puis succéder à mgr Dupont. A la grande joie de ce dernier.

Au soir de ce 5 avril il disait avec émotion à la foule « je puis partir en paix et emporter avec moi le témoignage et la joie de tout un peuple qui, après avoir répondu, il y a quarante ans, aux premières avances du Seigneur, voit aujourd'hui la couronnement, l'achèvement de l'annonce du salut par la consécration d'un de ses fils, au rang des successeurs des Apôtres... »

S'adressant, pour la dernière fois à la chrétienté de son diocèse il a voulu exprimer « toute la fraternelle affection qui a eu le temps de s'enraciner dans les cœurs ».

Un regard sur le passé : « Ensemble nous avons vécu des jours de joie et de douleurs ; nous avons travaillé à étendre le Royaume du Seigneur, nous l'avons fait avec nos vertus et nos faiblesses ». Une certitude pour l'avenir : « la foi avec laquelle nous voulons continuer à transmettre le message du Christ ».

A la chrétienté il laisse un fils du

pays pour le remplacer, comme il l'avait demandé. Au nouvel évêque de Bobo, en plus d'une chrétienté solide, il confie la grande œuvre de sa vie la Congrégation des sœurs de l'Annonciation de Bobo (SAB). Parler d'elles est encore la meilleure façon de réjouir mgr Dupont, leur père fondateur.

D'elles, il devait lui-même dire, en novembre 1973 à l'occasion de leur 25^e anniversaire : « quelle excellente circonstance de parler de ces femmes si nombreuses maintenant qu'il est courant de les rencontrer dans les rues de notre ville soit à mobylette, la voile au vent, soit en 2 chevaux. Elles font partie de notre panorama au point de ne plus faire problème, comme si leur existence était nécessaire ; comme si elles ne pouvaient pas ne pas exister, comme si leur service était une obligation sociale, leur dévouement une contribution exigée ».

Il devait continuer avec malice : « Disons en passant qu'il y a dans le pays à peu près trois cent cinquante religieuses voltaïques et soulignons, en toute modestie évidemment, que par ce nombre la Haute Volta arrive en tête de tous les pays d'Afrique Occidentale. Il n'y a pas de championnat, ni de compétition dans ce genre d'activité bien que cette proportion de vie religieuse dénote une vitalité chrétienne, une foi profondément enracinée ».

"L'Eglise doit se livrer à l'Esprit"

es

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

ce projet.

En 1945 - j'avais 34 ans - il y a eu un choc dans ma vie. Je suivais une retraite de trente jours, près de Lyon, avec le père Monier, un Jésuite qui a aujourd'hui 97 ans. Il nous parlait de Jésus-Christ comme d'un frère venu partager notre existence et sur qui il faut « miser sa vie ». Il nous montrait que le christianisme est la religion de l'amour et non de la loi. Je fus libéré. C'est là, je crois, que je suis devenu vraiment chrétien.

Cette confiance est celle d'un évêque, celui d'Orléans, Mgr Riobé. Il a écrit à Olivier Clément dans des entretiens publiés sous le titre « La liberté du Christ » (1).

Jusqu'alors Guy-Marie Riobé vivait d'une foi traditionnelle, héritée d'une famille de la bourgeoisie angevine. Sa « conversion » de 1945 marque le début d'une ouverture.

« Les pauvres m'ont évangélisé ».

« A Angers, me dit le père Riobé, j'ai eu la chance d'être le vicaire général d'un grand évêque aux vastes horizons, Mgr Chappoulet, ancien directeur des œuvres missionnaires. Puis j'ai été responsable des Fraternités sacerdotales de Charles de Foucauld, ce qui m'a conduit à parcourir le monde, spécialement le Tiers-Monde. J'ai découvert la grande misère en Amérique Latine. A Lima, les Petits Frères vivent près d'un niveau qui sert d'égoût à la ville ; mais en même temps, quelle joie évangélique, quelle fraternité dans le partage ! Les pauvres m'ont évangélisé ».

« Depuis que vous êtes évêque, vous avez fait quelques interventions retentissantes. Pourquoi ? »

« C'est la vie qui me bouscule. Je crois à l'événement : il est porteur d'une sollicitation de l'Esprit. Chacune de mes interventions est le fruit d'une longue réflexion avec des prêtres et des laïcs, et aussi d'un effort de contemplation de Jésus-Christ ».

« Que pensez-vous de l'Amiral de Joybert, qui a riposté à votre communiqué sur les explosions atomiques ? »

« C'est un homme très droit, et je lui dois beaucoup de reconnaissance : si son intervention n'avait pas fait caisse de résonance à la mienne, mon pauvre texte serait resté enferrmé dans les limites du département du Loiret. Autant je déplore les attaques sournoises, autant j'estime un homme qui vous dit son désaccord en face, même en termes violents. De son côté l'Amiral, dans un mot à une tierce personne, a exprimé son estime à mon égard, indépendamment de mes prises de position. Nous avions envisagé une rencontre que, seules, les circonstances ont empêchée ».

« Certains vous soupçonnent de jouer les vedettes... »

« Si d'aventure la tentation du « vedettariat » m'avait effleuré, j'en serais bien guéri ! A chaque fois que j'ai pris position, j'ai reçu des coups, et quand on est un tant soit peu sensible, cela fait mal ».

« Les mass-médias ont tendance à me présenter comme un évêque isolé. En réalité je vis en relation étroite avec l'ensemble de mes frères évêques. Mais la collégialité n'a jamais voulu dire alignement, uniformité : elle est riche de l'expression libre de chacun, dans un effort de communion. Si un évêque, devant les besoins de son peuple,

devait, pour s'exprimer, lever le petit doigt et demander le label d'une commission correspondante, ce serait la négation même de la collégialité ».

Sainte Jeanne d'Arc

« C'était dimanche dernier la fête de Jeanne d'Arc. Comme évêque d'Orléans, vous devez aimer cette sainte ? »

« Comment pourrais-je ne pas vénérer Jeanne d'Arc ? Elle incarne si profondément le prophétisme populaire, elle qui s'est donnée totalement à la cause de tout un peuple ! Et elle est tellement saine vivante de la liberté du Christ ! Elle n'a jamais été aussi libre que lorsqu'elle était prisonnière de ses juges (alors que l'évêque Pierre Cauchon symbolise la soumission à l'ordre établi, trop souvent génératrice de lâcheté) ».

« Le chemin de la libération, ce sont les Béatitudes, ce dépouillement de soi pour que Jésus-Christ prenne toute la place et vive sa liberté en nous. Jeanne d'Arc il ne lui est tellement rien resté que ses cendres mêmes ont été jetées à la Seine. Elle avait tout donné, elle a été brûlée au feu de la liberté du Christ ».

Lutte et contemplation

« Voici la Pentecôte. Quelle est votre foi en l'Esprit Saint ? »

« Je crois encore plus en Lui depuis mes liens d'amitié avec Olivier Clément, qui, vous le savez, est un théologien de l'Eglise orthodoxe. Les orthodoxes ont une plus grande sensibilité au Saint-Esprit que nous, catholiques. Nous sommes en train de le retrouver avec le mouvement charismatique, qui est un appel au renouveau de l'Eglise. L'Eglise doit se livrer à l'Esprit, qui nous pousse, comme Jésus, au désert, c'est-à-dire au silence, à la prière, à la contemplation, mais qui nous pousse aussi, comme Jésus encore, à l'action au milieu des hommes, dans le partage de leurs préoccupations profanes ».

« C'est ce qui m'attire chez Charles de Foucauld, car il allie la contemplation à l'engagement au service des autres, lui qui se voulait « le frère universel » ».

La liberté du Christ

« L'Eglise n'a-t-elle pas une mission prophétique à remplir ? »

« Assurément. L'Eglise doit être signe de liberté, signe de la liberté du Christ, ce qui n'a rien à voir avec la permissivité ou l'anarchisme. Après mes interventions, la plupart de ceux qui m'ont écrit étaient des non-croyants, et ils interrogeaient avec sympathie : « Est-ce que l'Eglise, ce serait cela ? Nous n'osions plus y croire » ».

« Une Eglise - c'est-à-dire nous tous - qui parle un langage fermé, qui donne l'impression de rappeler des règlements au lieu d'éclairer la vie, cette Eglise-là n'a rien. Mais une Eglise qui rejoint les hommes dans leurs interrogations profondes (le sens de la vie, de la souffrance, de la mort) et qui les rejoint dans leur effort de libération pour plus de justice, de chant et de paix, alors oui, cette Eglise-là les intéresse ».

« Je me rappelle qu'à la fin des émissions télévisées « L'Eglise du XXème siècle », le réalisateur, qui avait interrogé beaucoup d'hommes d'Eglise à travers le monde, m'a dit : « Pourquoi l'Eglise a-t-elle si peur,

bref... en bref... en bref.

ERECTION D'UNE DELEGATION

APOSTOLIQUE. Le Pape Paul VI a érigé une délégation apostolique pour la Guinée Bissau dont le siège sera, temporairement, à Dakar au Sénégal.

Il s'agit de la deuxième délégation apostolique érigée par Paul VI dans les anciens territoires portugais d'Afrique.

ESSOR D'UNE JEUNE CONGREGATION

MISSIONNAIRE. La jeune congrégation missionnaire de Marie Mère de l'Eglise, se développe favorablement. Fondé en 1970 par Mgr Asili, évêque de Lira en Ouganda, cet Institut a pour but l'œuvre missionnaire en Ouganda, en Afrique et dans le monde entier.

Début janvier 1975, 11 religieuses y ont prononcé leurs premiers vœux et 23 jeunes filles sont entrées au noviciat. Depuis, cette famille religieuse compte 24 sœurs professes, 42 novices, ainsi que 120 postulantes et aspirantes.

LA NECESSITE D'UNE PASTORALE

URBAINE. Sous le titre « Les nouvelles élites de l'Afrique tropicale », M. P.C. Lloyd aborde le problème du ministère parmi la population urbaine croissante dans les villes de l'Afrique Orientale.

« Des milliers de chrétiens, écrit-il, désertent les villages pour s'installer dans les villes. Dans cette situation de déracinement ils ont le choix : soit perdre leur foi, soit devenir des apôtres du Christ. Et de poser la question : l'Eglise reconnaît-elle les signes des temps pour répondre aux besoins nouveaux, ou sera-t-elle une fois de plus en retard sur la réalité ? »

UN DICTIONNAIRE CATHOLIQUE

DE LA BIBLE. Le premier dictionnaire chinois de la Bible - fruit de plus de cinq années de travail, réalisé par une équipe de Pères Franciscains de Hong-Kong - sera publié bientôt.

« Notre objectif, a déclaré le Père Chen, directeur du Centre d'Etudes Bibliques à Hong-Kong, est une approche positive et constructive de la Bible. Nous espérons aider les catholiques chinois de Hong-Kong et de la diaspora à mieux connaître et à mieux comprendre les textes de l'Ecriture Sainte ».

Le dictionnaire n'est pas une traduction d'autres dictionnaires du même genre. Certes, ces ouvrages ont été consultés, mais le nouveau dictionnaire est basé sur la longue expérience du Centre de Hong-Kong concernant la traduction et l'explication de l'Ecri-

alors que tout le monde l'attend ? Oui, on l'attend, mais pas sur les terrains où nous nous situons trop souvent. Nous devrions témoigner d'une espérance qui rencontre l'attente des hommes et qui sans rester à leur niveau, les projette dans cet Au-delà qu'est Jésus-Christ ».

« Jésus-Christ : qui est-il pour vous ? »

« Ah ! C'est difficile de répondre à une telle question. Pour moi, Jésus-Christ, c'est tout. Dès qu'il s'évanouit, ou plutôt que je le laisse s'évanouir, que je l'accueille moins, je suis un peu comme un pantin déséquilibré. Il est l'âme de ma vie, l'Ami, le Maître, il est la Lumière, il est la Route, il est à la fois le Transcendant et l'Intime, l'Homme de Nazareth et la Ressuscité, le Vivant, l'éternel Présent, présent en tout ce qu'il y a de meilleur en l'homme, en tout effort de libération de la servitude, de l'injustice. Je Le vois - J'essaie de Le voir - en tout ».

Du père Riobé, Olivier Clément écrit : « Un homme à jamais blessé par l'Evangile et par la rencontre de Jésus ».

Une rencontre qui s'offre à tous les hommes.

(1) Editions Stock.

ture Sainte. Certains collaborateurs de l'Institut ont plus de 30 ans d'expérience.

«AFRIQUE NOUVELLE»

Nous informons les Chrétiens du Dahomey qu'ils ne recevront plus le journal «AFRIQUE NOUVELLE».

En effet, l'arrêté n° 00/71/MIS/DAPAT du Ministre de l'Intérieur, du 10 avril 1975, dont voici l'Article premier, dit ceci :

Article premier. -- Sont suspendues jusqu'à nouvel ordre et sur toute l'étendue du Territoire de la République du Dahomey, la circulation, la vente, la distribution et l'exposition dans les lieux et sur la voie publique de l'Organe de publication hebdomadaire «AFRIQUE NOUVELLE».

LES MOTS CROISES

«LA CROIX DU DAHOMEY»

Problème n° 215

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| I | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | |

Horizontalement. -- 1. Est imposée aux enfants, est lourde pour certains parents. -- II. Qualité indispensable à l'éducateur. -- III. Parfois clôturée. L'élève qui l'est s'enlisse. -- IV. Grosse écorce de chêne dont on fait le ton. -- V. En classe, il convient de prendre le bon. -- VI. Vieille éruption. -- Plus à leur place sur les rochers que sur les bancs de classe. -- VII. Rude col alpestre. -- VIII. Canton. -- VIII. Ses commentaires sont illustres. -- Val espagnol. -- IX. L'enseignement est parfois. -- Pronom personnel. -- X. Abréviation courante. -- Rivière helvétique.

Verticalement. 1. L'éducation en impose. 2. Aller à reculons. -- Chiffre. -- 3. Sont réservés pour d'autres. -- Rend tout possible. -- 4. N'a pas sa place dans une école « active ». -- Tout travail l'est pour l'élève rétif. -- 5. Mesure le vent. -- 6. Dore dans une poêle. -- Antique cité. -- 7. Phonétiquement : renvoi. -- Phonétiquement : couche pigmentaire de l'iris. -- Au figuré : met dans une ferme direction. -- 8. Eut quelque débiteur sous Philippe le Bel. -- 9. Huiles essentielles. -- 10. Ensuite. -- Ont de fameuses oreilles !

Solution du problème n° 215



monde - ainsi va le monde - ainsi va



La bannière étoilée

(Suite de la première page)

n'a plus le feu sacré...

de pétrole d'Abou Rodeis, mais à condition qu'il y ait un accord ou une déclaration explicite de non belligérance de la part des Égyptiens. Le président Sadate voulait mettre ce répit pour se consacrer aux tâches prioritaires de la reconstruction, mais face à l'opinion arabe, il ne pouvait pas franchir ce Rubicon... Ce fut donc l'échec et je comprend fort bien l'amertume de Kissinger qui doit savoir maintenant que la paix ne sera effective dans cette région que le jour où Israël abandonnera ses exigences excessives pour saisir le rameau d'olivier que lui tend timidement l'Égypte.

Tout n'est cependant pas perdu, le forum de Genève que les Américains ont accepté en désespoir de cause, demeure encore une dernière chance.

Au Sud-Est Asiatique

Dans le Sud-Est asiatique, c'est la débacle, la déroute. La guerre du Cambodge que les U.S.A. avaient cyniquement déclenché pour soulager le Sud-Vietnam, s'achève sur une éclatante victoire des Khmers Rouges et du Prince Sihanouk.

Le Maréchal Lon Nol et son gouvernement ainsi que plusieurs personnalités civiles et militaires alliés des U.S.A. ont choisi la voie de l'exil, préférant quitter le navire avant le naufrage.

Abandonnés par les Américains, condamnés par l'histoire, ils savaient que tôt ou tard, le peuple leur demandera des comptes.

Je salue ici, le courage et la victoire totale des Khmers Rouges et du peuple cambodgien, qui ont su malgré les bombardements américains, affirmer leur droit à la vie, leur droit à la liberté, leur droit à l'indépendance nationale, leur dignité... Au Sud-Vietnam, la défaite est aussi totale. Les villes sont tombées les unes après les autres... Thieu a bel et bien fini... Le G.R.P. contrôle maintenant tout le pays. Jamais, je n'oublierai les images insoutenables de l'exode, des enfants piétinés dans l'affolement général, de ces enfants abandonnés errant sur les routes au milieu des bombardements... les U.S.A. ne doivent pas être fiers... On a écrit ici et là que cet exode était la preuve du rejet de l'autorité du G.R.P. et du communisme par les masses populaires.

Mais, ces hommes, ces femmes serrant leur bébé dans les bras, ont-ils le temps de penser, de réfléchir ? N'est-ce pas une façon de se donner bonne conscience, de justifier à posteriori l'intervention américaine dans le Sud-Est asiatique ?

En fait, ces longs cortèges sur les chemins défoncés, ces soldats déserteurs qui fuient sans tirer un coup de fusil, s'expliquent simplement par la lassitude de ce peuple qui a beaucoup souffert et qui aspire maintenant à la paix, à une paix véritable signée par d'autres que le président Thieu qui au fond, n'a jamais voulu appliquer les accords de Paris. Cet exode s'explique par la peur... la peur de la guerre. La population fuit parce qu'on a semé la panique dans son sein pour brouiller les cartes, pour perpétuer un régime condamné par les faits, l'histoire et le monde entier, le régime de Thieu.

Le président Ford, dans son discours devant les chambres réunies en congrès, le jeudi 10 avril a demandé 722 millions de dollars pour l'assistance militaire et économique au Vietnam du Sud. Aux parlementaires sceptiques, il a notamment déclaré : « Nous ne pouvons abandonner nos amis... ni permettre que la détente puisse être utilisée pour pêcher en eau trouble. »

... Je demande au congrès d'aider à maintenir le renom de l'Amérique à travers le monde. Nous sommes une seule Nation, un seul gouvernement et nous devons avoir une seule politique étrangère... »

Le congrès, qui vote les crédits, est bien sûr, reste insensible à cet appel. Cette guerre n'est plus celle de l'Amérique... Les U.S.A. ont retiré leur épingle du jeu, ils se sont retirés du guépier Sud-Est asiatique, ils n'y retourneront plus.

Aujourd'hui, force est de constater qu'après avoir recherché avec Nixon « une paix dans l'honneur », les U.S.A. ont complètement perdu la face... c'est la fin d'un mythe, celui de l'Amérique gendarme du monde, gardienne d'une certaine civilisation occidentale.

L'Amérique, aujourd'hui est bien malade... Elle doit exorciser les vieux démons qui hantent ses nuits, elle doit revoir sa conception du monde, elle doit tirer les leçons du présent.

Elle s'est trompée en s'engageant en Asie, c'est humain, mais qu'elle ne persévère pas dans son erreur...

A tous les maquisards d'Asie, à ce peuple vietnamien qui depuis plusieurs années a bravé la douleur, la mort, abandonnant les villages et les champs en flammes, à tous les immortels patriotes morts dans les rizières, dans le maquis, je dédie respectueusement ces vers de Aya Hamidou :

Vietnam ! Vietnam
Ce nom est digne de fierté
Pour les peuples épris de LIBERTÉ
Et vous, enfants de la guerre
Combattants de la liberté
Vous méritez plus qu'un vibrant hommage poétique
Devant votre juste et ferme détermination
On doit s'incliner de respect et d'admiration
Car vous êtes un exemple et un symbole
De courage, d'abnégation et d'espoir ! ... »

Comlan Sègnou

IL Y A TRENTE ANS, YALTA



Le 4 février 1945 avait lieu la conférence de Yalta qui réunissait dans une petite station balnéaire de Crimée les trois « Grands » Staline, Roosevelt et Churchill. De g à dr : Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et Joseph Staline. Derrière, debout au centre : l'amiral Loomy et le général Marshall.

Il y a trente ans, la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique et les États-Unis redessinaient la carte de l'Europe. L'U.R.S.S. contrôlait désormais l'Europe de l'Est. Aux dépens de la Finlande, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Pologne et d'autres pays, son territoire devenait plus étendu. Et grâce à sa puissance militaire, elle parvenait à imposer un régime communiste dans les États de l'Europe de l'Est qui étaient encore indépendants. On a beaucoup écrit sur la conférence de Yalta et sur ce qui s'y

est décidé. On s'accorde en général à reconnaître que Churchill ne parvint pas à influencer Franklin Roosevelt, président américain, dont le principal souci était d'assurer pour son pays l'avenir de l'U.R.S.S. dans la lutte contre le

Les résultats obtenus à Yalta étaient, pour Staline, qu'une partie du grand programme européen. C'était le début d'une poussée qui devait atteindre les côtes atlantiques. Ce projet ne fut pas inaperçu aux yeux des alliés occidentaux qui décidèrent de s'y opposer. L'Union Soviétique conserverait les territoires conquis, mais elle n'irait pas plus loin. La création de l'O.T.A.N. (Organisation du traité de l'Atlantique-nord) et le partage de l'Allemagne furent des résultats concrets de cette conférence.

La destinée des peuples de l'Europe orientale est ainsi devenue des plus incertaines. Les démocraties occidentales leur apportaient-elles ou non soutien ? Trois révoltes de grande envergure contre la domination soviétique ont apporté une réponse à cette question. Les Occidentaux se bornèrent à condamner l'U.R.S.S. en paroles plutôt qu'à venir concrètement en Allemagne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, à la conférence européenne sur la sécurité, l'U.R.S.S. exige de tous les participants l'acceptation du principe de « l'inviolabilité des frontières » — pour les soviétiques — mais à faire reconnaître leurs conquêtes territoriales d'il y a trente ans.

Un rapport du BIT sur la femme salariée

La femme salariée gagne moitié moins que l'homme et, lorsqu'elle est mariée, elle travaille deux fois plus que son époux, comme tenu des travaux domestiques. Tel est le premier constat d'un rapport que le Bureau International du Travail vient de publier sur « l'égalité de chances et de traitement pour les travailleuses ». Ce document sera soumis, au mois de juin, à la Conférence Internationale du Travail, à titre de contribution à l'Année Internationale de la Femme.

On y apprend que le monde du travail est composé pour un tiers de femmes : 562 millions de travailleuses pour une main-d'œuvre totale de 1 637 millions d'individus. Les femmes souffrent de différents handicaps dans leur vie professionnelle du fait d'une éducation insuffisante, d'une orientation et d'une formation inadéquates. Mais la discrimination la plus criante, souligne le rapport, est celle de l'inégalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Les salaires fléchissent chaque fois que des femmes entrent en grand nombre dans une profession

et ils sont traditionnellement bas dans les métiers de femme.

La convention de l'OIT sur l'égalité de rémunération a pourtant été ratifiée par 11 États et le principe en est admis dans de nombreux autres pays. Le rapport du BIT suggère des mesures destinées à améliorer les lois et les pratiques nationales, à mieux intégrer les femmes dans la vie économique, à leur donner un égal accès à l'orientation et à la formation professionnelles, et à éliminer toute forme de discrimination salariale.

(Informations UNR)

LE PRÉSIDENT NYERERE FAIT DON D'UNE ANCIENNE BIBLIOTHÈQUE AU SEMINAIRE DE KIPALAPALA

Le président Julius Nyerere, chef d'État de la Tanzanie, a fait don de deux volumes des Écritures saintes au Grand Séminaire de Kipalapala.

Les deux livres, écrits en latin, sont des cadeaux personnels du Pape Jean XXIII, Président de la République. Ceux-ci ont été remis en personne ces éditions très anciennes de l'Ancien et du Nouveau Testament au Grand Séminaire en prêt perpétuel.

Un livre de Maurice Ahanhanzo Glèlè

(Suite de la page 2)

« Mais il n'y a exercice de commandement, partant chefferie reconnue et respectée, comme telle que par référence à la tradition, à une sorte de légitimité selon des coutumes écrites, mais solidement fixées par la coutume, le consensus populaire... » (32). La « chefferie » est une institution sociale, c'est la tradition et le mythe : sa source historique est le cas précis du Daxom : c'est le roi, symbole le plus impressionnant de l'homme qui se fait aspirer à le devenir. Il est le symbole anthropologique qui se métamorphose en nos yeux en institutions de toutes sortes formant la structure que pour faire bref l'on appelle « chefferie ».

(à suivre)